

## La politique industrielle française

André Orléan\*

Vous allez trouver ci-après le premier volet d'une série d'analyses d'ouvrages autour desquels s'articulent les points de vue sur les politiques industrielles. La prochaine livraison portera sur les débats européens.

André Grejbine : « *L'état d'urgence* », Flammarion

Jean-Daniel Le Franc : « *Industrie : le péril français* », Seuil

Philippe Zarifian : « *Le redéploiement industriel* », Le Sycomore

Les publications récentes traduisent l'intérêt grandissant porté aux problèmes industriels. A la base de cet intérêt il y a la reconnaissance, relativement nouvelle, du rôle stratégique joué par notre industrie dans la sortie de crise et, au-delà, dans la définition de la société future. La société duale, le tertiaire ne trouvent plus guère de défenseurs. Tous les courants rivaux de la pensée économique s'accordent, chacun avec ses présupposés, sur ce constat : libéralisme, keynésianisme ou marxisme. J.D. Le Franc et A. Grejbine illustrent les thèses des deux premières écoles P. Zarifian celle de la troisième. Comme ce sont celles autour desquelles se cristallisent principalement les conflits

---

\* André Orléan fait partie de l'unité de « Recherche » de l'INSEE.

---

sociaux et économiques, leurs livres donnent une idée claire de l'état actuel du débat en France. On y voit apparaître nettement les points fondamentaux de clivage qui marquent les discussions politiques.

Au point de départ de ces deux ouvrages on trouve des diagnostics convergents : une dépendance extérieure préoccupante, une faiblesse de l'innovation, particulièrement manifeste dans l'insuffisance des dépenses consacrées à la recherche, une politique industrielle inadaptée. Ces thèmes traditionnels sont cependant traités d'une manière qui traduit le souci majeur des auteurs : il faut « dynamiser le tissu industriel », « la désindustrialisation est inacceptable ». Ainsi lorsqu'est étudiée la dépendance extérieure, on met fortement l'accent sur l'accroissement de nos importations en provenance des pays industrialisés, sur le déficit de nos échanges de brevets, alors que nos excédents commerciaux sont concentrés sur les pays en voie de développement. Plus que notre déficit énergétique c'est notre retard dans les secteurs hautement technologiques qui apparaît inquiétant. De même la faiblesse de l'innovation est un handicap important dans une conjoncture caractérisée par de puissantes mutations technologiques. On souligne le fait que la concurrence ne s'exerce pas uniquement sur les prix : elle se fait d'abord sur la qualité des productions. Enfin la politique industrielle a été principalement tournée vers les industries du passé, à faible teneur en matière grise, au détriment des secteurs d'avenir, situation qui hypothèque gravement notre dynamisme futur.

Face à ce constat les réponses proposées sont divergentes. J.D. Le Franc défend une stratégie qui laisse l'entière initiative à l'entreprise, qu'elle soit privée ou nationalisée. Il combat l'analyse en termes de secteur qui masque la diversité des situations. La concurrence, le risque, le profit, l'intégration à la division internationale du travail sont présentés comme autant de stimulants nécessaires à l'adaptation efficace des entreprises françaises. L'analyse ainsi proposée est claire et pleine de renseignements intéressants sur le comportement industriel. C'est une réflexion libérale intelligente qui laisse une large place aux phénomènes de société. Des digressions fort stimulantes sont faites sur les relations conflictuelles qu'entretiennent les Français avec la technique. Ainsi ceux-ci manifesteraient très peu d'enthousiasme pour les produits nouveaux, « confondant le plus

souvent gadgets et nouveautés ». Cette inertie culturelle des modes de consommation pénalise l'innovation industrielle qui se concentre alors sur des biens professionnels très techniques liés à quelques gros acheteurs ou à l'Etat lui-même.

Néanmoins cette analyse, parce qu'elle fait de l'entreprise la source primordiale de toutes les significations économiques, néglige le caractère global des difficultés qui nous assaillent. Elle ne s'interroge pas sur les conditions d'ensemble de la cohérence sociale et économique ; aussi reste-t-elle partielle. Cette approche, caractéristique de la pensée libérale, conduit à une sous-estimation du caractère structurel de la crise : en sortir est alors « une question de clairvoyance et de volonté » (p. 26). Aussi des questions comme la mobilité des travailleurs, les interactions asymétriques entre entreprises de taille différente, la diffusion des innovations ou des gains de productivité, c'est-à-dire des problèmes où le tissu industriel apparaît comme système complexe, sont traitées de manière schématique.

A. Grejbine a une démarche volontairement plus macroéconomique. Elle répond au paradigme keynésien traditionnel. Le premier axe est la relance comme impératif économique fondamental, sans laquelle le cercle vicieux de la déflation nous enfoncera jour après jour davantage dans la crise. Cette relance n'est viable que si elle se fixe comme point d'application la réduction de la dépendance extérieure. Il s'agit de développer les énergies de substitution et de reconquérir le marché intérieur. Cette croissance auto-centrée aura alors des effets multiplicateurs permettant une rénovation des structures industrielles vieillies, une diffusion des progrès technologiques et donc une meilleure compétitivité de notre économie. Contrairement aux thèses de J.D Le Franc, A. Grejbine met l'accent sur le rôle essentiel de la politique industrielle, sur la « nécessité d'une conciliation nouvelle entre le plan et le marché » (p. 136) pour permettre d'établir une cohérence industrielle globale. Il critique sévèrement la stratégie libérale, et tout particulièrement l'orthodoxie budgétaire.

L'accent mis sur l'influence motrice des grands travaux impulsés par le secteur nationalisé, en l'occurrence l'édification d'un réseau de canalisations d'eau chaude produite par les centrales nucléaires, a un côté singulièrement « rétro », qu'amplifient encore les références fréquentes au New-

---

Deal. Cette vision en termes de flux macroéconomiques se révèle paradoxalement moins pertinente que l'étude libérale précédente pour saisir la réalité des mutations en cours. Elle écrase tout sous des quantités monétaires qui ne rendent pas compte de la diversité des situations et de l'ampleur des conflits. D'une certaine manière, la macroéconomie keynésienne classique ne peut saisir une crise qui est essentiellement crise des régularités antérieures, éclatement des agrégats, transformation des liens sociaux préexistants.

Cette impuissance apparaît dans la faiblesse des sous-basements théoriques : l'alternative inflation de demande, versus inflation par les coûts permet-elle véritablement de penser la situation contemporaine ? Est-il légitime de privilégier avec tant de vigueur les frais financiers dans la perpétuation du cycle inflationniste ?

Ainsi le travail d'A. Grejbine privilégie les enchaînements macroéconomiques sans suffisamment tenir compte des conditions sociales et économiques de leur validité. Cette démarche tourne à la caricature dans les mesures financières d'accompagnement. A. Grejbine ne propose ni plus ni moins qu'un désendettement généralisé des entreprises par voie de création monétaire effectuée par la Banque de France ! Les charges financières pourront ainsi être « réduites radicalement du jour au lendemain sans léser aucune catégorie sociale » (p. 216) ! A la fin de l'opération, la monnaie centrale aura remplacé pour une large part la monnaie bancaire. Ce désendettement pourra s'effectuer grâce, par exemple, à une « suspension de l'impôt sur les sociétés pour une durée de trois à quatre ans », ce qui correspondra à une injection monétaire centrale avoisinant les 400 milliards de francs. La contraction de la monnaie bancaire serait obtenue dans le même temps « par une forte augmentation du taux des réserves obligatoires ou un resserrement de l'encadrement du crédit ». Le problème monétaire apparaît comme la pierre d'achoppement de ce type d'analyse macroéconomique précisément parce que la monnaie concentre tous les conflits qui traversent la société marchande et que cette démarche ignore.

Il reste qu'il faut parvenir à donner de la société industrielle ses valeurs et ses modes d'organisation une image convaincante. Certes l'idée d'une culture industrielle émer-

gente affleure à maints endroits dans ces travaux, mais en demeurant un thème annexe et secondaire. La qualité du livre de P. Zarifian est de s'attaquer directement à ce problème : comment les mutations technologiques nous obligent à repenser l'architecture sociale, non seulement au sein de l'entreprise, mais aussi dans l'ensemble du corps social. Cette recherche, qui se développe au sein de la théorie marxiste, est d'un abord difficile. La problématique tout comme les concepts utilisés peuvent désarçonner le lecteur. Mais une fois cette barrière passée, les analyses sont le plus souvent convaincantes et au plus près des réalités de la crise.

Dans une première partie, P. Zarifian analyse les dimensions contradictoires du redéploiement industriel : il est porteur de potentialités nouvelles dont l'expression bute sur les contraintes propres à la crise. La question est de savoir si l'adaptation du potentiel industriel à des lignes de produits sélectionnées peut stabiliser le système de reproduction économique ; ou si au contraire, cette politique de créneau conduit à une instabilité structurelle grandissante s'exprimant au travers de « paliers successifs de dégradation ». Ainsi la stratégie de mobilité/spécialisation, qui correspond à une recherche des différentiels dans les taux d'évolution des marchés, aboutit le plus souvent à une standardisation de la fabrication. Cette exigence de simplification qui ne fait qu'une avec l'exigence de rentabilité n'est pas sans incidence sur la qualité du produit. Ce processus est étudié par exemple dans le textile et même l'électronucléaire. « Dans l'habillement, on constate nettement des opérations de décrochage de la qualité, certaines entreprises faisant le choix de qualité inférieure pour des raisons directement liées à l'« effet de série » (p. 25). D'autre part, le resserrement de la liaison produit-marché trouve dans la forte incertitude des marchés une limite, sinon un démenti : se concentrer sur certaines lignes de produits fragilise l'entreprise. L'adaptabilité passe alors par une forte mobilité du capital-argent, et un report des aléas sur les entreprises filiales ou sous-traitantes. Les conséquences en termes d'emploi peuvent alors être désastreuses.

La deuxième partie, au titre suggestif « Pour une stratégie de développement intégral », trace les contours de ce que pourrait être la nouvelle civilisation industrielle en gestation. L'automatisation y apparaît comme la question centrale parce que précisément « elle n'est pas principalement

---

technique » mais met en cause l'ensemble des rapports sociaux. Pour P. Zarifian c'est la fin de la dictature de l'économique qui est l'enjeu véritable des transformations contemporaines. C'est une nouvelle articulation entre reproduction sociale et reproduction économique qui émerge.

La réflexion conceptuelle qu'amorce ce texte est extrêmement vivifiante et rompt avec les éternels débats économiques. Elle situe les enjeux de la crise à leur juste niveau, tout à la fois économique, social et culturel, en établissant un cadre théorique qui les articule. Elle souffre néanmoins du caractère réducteur de la démarche marxiste qui fait du procès de production le lieu essentiel de la conflictualité économique. On peut au contraire s'interroger sur ce concept d'utilité sociale qui semble aller de soi, dont l'élaboration résulterait du jeu naturel de l'intervention consciente des sociétaires. Il n'est nullement évident que « l'approfondissement de la démocratie » en tant que tel permette de réduire les conflits qu'impliquera « le développement de la subjectivité » libéré des déformations capitalistes. Le travail est-il le mode ultime de socialisation ?